



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito
Semaine du 18 décembre 2025

FOCUS – PÉROU - VOTE DE LA LOI DE FINANCES POUR 2026 2

1. Priorités Sectorielles 2

2. Répartition par niveaux de gouvernement 2

Bolivie 3

La culture de coca devrait atteindre 40 000 hectares en 2025. 3

Colombie 3

Fitch dégrade la note de la Colombie de BB+ à BB. 3

L'indice d'activité économique ralentit tout en restant dynamique, à 2,5 % en g.a. en octobre. 3

Le nombre de jeunes « ni étudiant, ni employé, ni en formation » (NEET) baisse et s'établit à 20,6 %. 3

L'industrie manufacturière croît de 1,9 % g.a. en octobre. 4

Les partenaires sociaux échouent à trouver un accord sur la hausse du salaire minimum. 4

Équateur 4

Financement de la BID de 203 M\$ pour le financement des PME via la CFN. 4

Rebond des revenus externes tiré par les exportations non-pétrolières. 4

Hausse du salaire minimum : un signal social au coût compétitif élevé. 5

Guyana 5

La production de pétrole devrait s'établir entre 700 000 et 725 000 bpj en moyenne sur l'année 2025. 5

Pérou 5

Face à l'intérêt mondial pour le nucléaire, *American Lithium* dissocie ses activités liées au lithium et à l'uranium. 5

S&P réaffirme la note créditrice et la perspective de crédit, à BBB- (perspective stable) du Pérou. 5

Venezuela 6

En novembre, le Venezuela a produit 1,1 M de barils par jour. 6

Le gouvernement émet un décret d'urgence économique. 6

L'UE renouvelle ses sanctions contre le Venezuela. 6

Les États-Unis renforcent leur présence militaire pour intercepter les navires pétroliers contournant les sanctions. 6

Focus – PÉROU - Vote de la loi de finances pour 2026

Le 28 novembre 2025, le Congrès a approuvé la loi de finances pour l'exercice budgétaire 2026, s'élevant à 257,5 Md PEN (environ 68,6 Md\$). Cette approbation, acquise avec 100 voix favorables (sur 130), s'inscrit à la fois dans un contexte de transition politique et de recherche de stabilité macroéconomique, tout en préparant les élections générales de 2026.

Cet exercice affiche une hausse de 2,3 % par rapport au budget pour 2025. Cette progression, la plus faible de la dernière décennie, reflète une discipline budgétaire stricte visant à ramener le déficit budgétaire à 1,8 % du PIB, conformément à la trajectoire de consolidation fixée par le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF).

Le budget 2026 s'articule autour de quatre axes : sécurité citoyenne, financement du processus électoral d'avril 2026, consolidation du capital humain dans le secteur de la santé et l'éducation, et relance décentralisée de l'économie.

1. Priorités Sectorielles

Éducation (18,9 % du budget total) : Avec une enveloppe consolidée de 48,7 Md PEN (13,5 Md\$), ce secteur reste la priorité absolue pour le gouvernement (+5,3 % par rapport à l'exercice 2025) et met particulièrement en avant l'allocation de 18,2 Md PEN aux régions pour le paiement des salaires et des programmes de bourses d'études (PRONABEC).

Santé (12,8 % du budget total) : constitue le deuxième pilier stratégique avec une dotation consolidée de 33 Md PEN (9 Md\$, +4,9 %). L'enveloppe cible la couverture universelle (SIS), la lutte contre l'anémie, et l'aménagement des infrastructures au niveau régional.

Transports (8,8 % du budget total) : Ce secteur se positionne au troisième rang avec une enveloppe globale de 22,6 Md PEN (6,2 Md\$). Contrairement aux secteurs sociaux, sa croissance est modérée (+1,5 %). L'État privilégie désormais la maintenance du réseau national et l'achèvement des grands chantiers stratégiques en cours — tels que l'Anneau Routier Périphérique de la capitale (*Anillo Vial Periférico*) et le chemin de fer *Huancayo-Huancavelica* — plutôt que le lancement de nouveaux méga-projets.

Ordre Public et Sécurité (6,1 % du budget total) : Doté de 15,8 Md PEN (4,3 Md\$), ce secteur affiche une croissance de +7,5 %. Le secteur met l'accent notable sur la lutte contre le crime organisé et l'extorsion à travers la modernisation des équipements et des capacités de renseignement de la Police Nationale (PNP).

Défense (3,9 % du budget total) : Ce secteur complète les priorités stratégiques avec une enveloppe de 10,2 Md PEN (2,8 Md\$), en croissance de 8,8 %. Cette progression, la plus forte du budget 2026, souligne l'engagement du gouvernement dans la modernisation des capacités opérationnelles et la modernisation technologique des forces armées.

2. Répartition par niveaux de gouvernement

Le budget 2026 confirme la volonté de décentralisation de l'investissement public :

- **État :** 160 Md PEN (47,5 Md\$, 62 % du budget total) qui se concentrent sur les infrastructures de souveraineté et les méga-projets à impact macroéconomique tels que l'expansion du réseau ferroviaire et le développement des infrastructures autour du terminal portuaire de Chancay.
- **Gouvernements Régionaux :** 59,2 Md PEN (17,6 Md\$, 23 % du budget total). Les régions deviennent les principaux exécutants des services sociaux, avec un focus massif sur la santé (32 % de leur budget) et l'éducation.
- **Gouvernements Locaux :** 38,3 Md PEN (11,4 Md\$, 15 % du budget total). Cela se traduit par des projets d'assainissement et d'accès à l'eau potable en zone rurale, ainsi que par le pavage de voiries urbaines dans les districts périphériques.

L'objectif de décentralisation porté par le gouvernement et se reflétant dans le budget de 2026 exigera une efficacité accrue dans l'exécution budgétaire pour transformer les transferts en bénéfices économiques réels. Le MEF compte déployer des programmes d'assistance technique pour accompagner les maires dans la structuration de dossiers techniques complexes.

Bolivie

La culture de coca devrait atteindre 40 000 hectares en 2025.

Ce niveau est **significativement supérieur au plafond légal fixé à 22 000 ha** selon le vice-ministre de la Défense sociale. En 2024, les surfaces des plantations avaient déjà augmenté de 10 % pour atteindre 34 000 ha selon l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime.

La Bolivie autorise la culture d'un hectare de coca par famille et a établi un plafond national de 22 000 h. Le pays cherche ainsi à respecter la consommation traditionnelle de coca tout en luttant contre le narcotrafic. Le vice-ministre a toutefois indiqué que le plafond de 22 000 ha est déjà bien supérieur aux besoins pour la consommation interne, estimés à 14 700 ha.

Colombie

Fitch dégrade la note de la Colombie de BB+ à BB.

L'agence de notation Fitch a dégradé la note souveraine de la Colombie de BB+ à BB. Les perspectives passent de « négative » à « stable ». Cette décision est portée par la persistance de déficits budgétaires élevés qui rehaussent à moyen terme le rapport dette/PIB. Fitch rejoint ainsi S&P qui avait dégradé la note de la Colombie à BB (perspective négative) en juin 2025. Moody's avait également dégradé sa note en juin dernier de Baa2 (p. négative) à Baa3 (p. stable).

L'agence estime que le déficit budgétaire sera de 6,5 % du PIB en 2025 (contre 6,7 % en 2024) et la dette de 59 % du PIB. Ce recul du déficit est avant tout porté par les opérations de gestion de la dette menées par le Crédit public, ayant permis de réduire le service de la dette de -1,1 % du PIB. Dans le même temps, le déficit primaire devrait atteindre 2,9 % du PIB (contre 2,4 % en 2024).

En 2026, Fitch estime que le déficit budgétaire atteindra 7,5 % du PIB avec un déficit primaire à -3,1 % du PIB. Malgré les élections en mars (congrès) et juin (président) 2026, les nouvelles

autorités auraient, selon Fitch, peu de marges de manœuvre pour ajuster le budget 2026, du fait de rigidités importantes dans les dépenses.

L'indice d'activité économique ralentit tout en restant dynamique, à 2,5 % en g.a. en octobre.

L'indice d'activité économique indique que le rythme d'expansion de l'économie aurait été de 2,5 % en g.a. en octobre (-1,5 pp par rapport à septembre). Au T4 2025, il devrait être de 2,7 % en g.a., en nette décélération par rapport au T3 2025 où il s'est établi à 3,6 % (+0,9 pp).

Cette baisse est avant tout portée par le ralentissement de la consommation des ménages. Selon *Banco de Bogotá*, celle-ci devrait connaître un taux de croissance de 3,3 % g.a. au T4 2025 après avoir atteint 4,9 % en g.a. au T3 (-1,6 pp). La remontée de l'inflation (5,5 % en octobre en g.a.) et l'appréciation du peso qui – si elle baisse les prix des produits importés – réduit le pouvoir d'achat des *remesas* mais aussi du secteur du tourisme et des exportations expliqueraient ce ralentissement.

Au niveau de la production, la décélération de la production de café participerait à ce résultat. La production de café s'est contractée de -10 % en g.a., affectée par des conditions climatiques défavorables dans la première moitié de l'année (cf. [Brèves semaine 49](#)).

Le nombre de jeunes « ni étudiant, ni employé, ni en formation » (NEET) baisse et s'établit à 20,6 %.

Entre août et octobre, le nombre de jeunes entre 15 et 28 ans ni étudiant, ni employé, ni en formation (NEET) s'établit à 2,3 M. Ce niveau est le plus bas depuis 2017 et baisse de -3,4 % par rapport à la période précédente (juin à août, cf. [Brèves semaine 42](#)), sachant que 68,3 % des NEET sont des femmes et 31,7 % sont des hommes.

Cependant, ce résultat est avant tout porté par la baisse de la population jeune ces dernières années. Selon Ángela Vega-Landaeta, la réduction de la fécondité et l'intensification de l'émigration des jeunes

depuis 2020 a participé à ce résultat. Le taux de chômage des jeunes atteint 14,7 %, bien au-dessus du taux de chômage moyen de la population à 8,2 % en octobre.

L'industrie manufacturière croît de 1,9 % g.a. en octobre.

La production de l'industrie manufacturière a enregistré une croissance de 1,9 % en octobre (en g.a.). Sur les 39 activités industrielles analysées par l'institut statistique colombien (DANE), 25 activités ont enregistré une variation positive par rapport à octobre 2024.

Trois secteurs ont une croissance particulièrement importante : la fabrication de moteurs et des véhicules (+35 % en g.a.), la fabrication d'autres équipements de transport (+23 en g.a.%) et la fabrication de meubles (+13 en g.a. %). Dans le même temps, 14 secteurs ont connu une contraction, soit neuf de plus qu'en septembre. Les contractions les plus significatives sont celles des industries du fer et de l'acier (-15 % en g.a.), de la fabrication de farines (-11 %) et de la fabrication du sucre et de la *panela* (-11 %).

Les partenaires sociaux échouent à trouver un accord sur la hausse du salaire minimum.

Les partenaires sociaux ont échoué à parvenir à un accord sur la hausse du salaire minimum pour 2026. Aucune des parties n'a souhaité changer de position, les entrepreneurs maintenant une position à une hausse de 7,2 % (niveau de base des négociations, correspondant à l'inflation et à la hausse de la productivité des facteurs) tandis que les syndicats de travailleurs souhaitaient une hausse de 16 %. Les partenaires sociaux ont désormais 48 heures pour présenter leurs réserves, processus au terme duquel le gouvernement déterminera si de nouvelles réunions peuvent être prévues afin de parvenir à un accord.

Sans accord, le gouvernement a jusqu'au 30 décembre pour augmenter, par décret, le salaire minimum. En 2024 la concertation avait déjà échoué, ce qui avait mené à une hausse par décret de 12 % du salaire minimum (pour une inflation à 10,15 %). En 2025, l'inflation

devrait s'établir autour de 5,2 % (cf. [Brèves semaine 50](#)).

Indicateurs	Variation hebd.	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	-2,9%	49,5%	2053
Change USD/COP	1,5%	-12,6%	3861
Change EUR/COP	1,2%	-2,2%	4525
Prix du baril (Brent, USD)	-2,1%	-17,6%	60,13

Équateur

Financement de la BID de 203 M\$ pour le financement des PME via la CFN.

La Banque interaméricaine de développement a approuvé un programme de financement de 203,2 M\$ en faveur de la Corporation financière nationale (CFN) afin d'élargir l'accès des PME au crédit de long terme, via un mécanisme de banque de second rang, la CFN refinançant les établissements financiers nationaux. Le dispositif repose principalement sur un prêt souverain de 190 M\$ (maturité 25 ans, période de grâce de 5,5 ans, taux indexé SOFR).

Il est complété par trois instruments ciblés : (i) un prêt concessionnel de 10 M\$ destiné à des projets de bioéconomie en Amazonie, (ii) une subvention d'investissement de 1,7 M\$ et (iii) une subvention d'assistance technique de 1,5 M\$. Environ 3 200 PME devraient bénéficier du programme à l'échelle nationale.

Rebond des revenus externes tiré par les exportations non-pétrolières.

Les exportations augmentent de 17 % par rapport à 2023, passant de 31,1 Md\$ en 2023 à 36,5 Md\$ projetés en 2025. La dynamique est principalement portée par les exportations non-pétrolières, attendues à 28,6 Md\$ en 2025, contre 22,2 Md\$ en 2023.

Le cacao concentre l'essentiel du choc positif, ses recettes passant de 0,7 Md\$ à 2,9 Md\$ (+314 %) sur la période. Les exportations de crevettes progressent de 5,6 Md\$ à 6,2 Md\$, celles de bananes de 2,7 Md\$ à 3,0 Md\$, tandis que les conserves de poisson atteignent 1,4 Md\$. Les exportations non-traditionnels augmentent également, notamment les produits transformés à base de cacao (de 0,1 Md\$ à 0,4 Md\$), le fruit du dragon (de

0,12 Md\$ à 0,2 Md\$) et le brocoli (de 0,13 Md\$ à 0,19 Md\$).

Cette performance se traduit par une amélioration marquée de la balance commerciale, dont l'excédent passerait de 2 Md\$ en 2023 à 6,3 Md\$ en 2025, soit +215 % en deux ans. Les exportations vers l'Union européenne et les États-Unis augmentent respectivement de 68 % et 52 %. En parallèle, le tourisme renforce les entrées de devises, avec des recettes projetées à 7,2 Md\$ en 2025 (+12,8 % par rapport à 2023).

Hausse du salaire minimum : un signal social au coût compétitif élevé.

Le salaire de base unifié (SBU) a été relevé à 482 \$ pour 2026 (+2,6 %), à l'issue d'un accord tripartite inédit depuis près de dix ans. En intégrant les charges patronales et obligations annexes, le coût total du travail dépasse de 40–45 % le salaire nominal, portant le coût mensuel par employé à près de 680 \$. L'Équateur devient ainsi le 4^e pays d'Amérique latine avec le salaire minimum le plus élevé, loin devant ses voisins directs (Colombie ≈ 250 \$, Pérou ≈ 300 \$).

Ce différentiel pèse sur la compétitivité-coût, notamment dans les secteurs intensifs en main-d'œuvre (agro-export, PME, commerce). Dans un contexte d'informalité structurelle élevée (estimée à 58 %) et de marges réduites, l'ajustement pourrait freiner les embauches formelles et décourager certains investissements, en l'absence de gains concomitants de productivité ou d'allègements ciblés du coût du travail.

Guyana

La production de pétrole devrait s'établir entre 700 000 et 725 000 bpj en moyenne sur l'année 2025.

Sur les dix premiers mois de l'année, la production était en moyenne de 680 000 bpj. Le lancement de la production par *Yellowtail* à partir d'août doit rehausser ce montant alors que sa capacité est de 250 000 bpj.

La production a également augmenté au S2 sur les développements Liza 2 et Payara : alors qu'ils produisaient 250 000 bpj en moyenne

chacun, une opération d'optimisation d'ExxonMobil devrait amener la production à 265 000 bpj. Dans le même temps, la production du bloc Liza 1 a diminué, tendant vers sa capacité de 120 000 bpj, après un pic à 160 000 bpj atteint l'an dernier.

Pérou

Face à l'intérêt mondial pour le nucléaire, American Lithium dissocie ses activités liées au lithium et à l'uranium.

La société minière canadienne American Lithium Corp a annoncé avoir entamé le processus de scission du projet d'uranium Macusani afin de le transformer en une entreprise indépendante de son projet de lithium situé dans la même localité. Cette décision intervient après que la société ait réglé en décembre 2025 toutes les procédures judiciaires qui affectaient cette initiative dans le pays.

Le projet Macusani est considéré comme le plus grand projet d'uranium d'Amérique latine et l'un des plus grands gisements d'uranium au monde, ce qui lui confère une importance stratégique dans le secteur minier. *American Lithium Corp.* a précisé que la création de la nouvelle société est encore au stade de la planification et devra passer par différentes étapes, telles que l'approbation des actionnaires et des autorités réglementaires compétentes, de sorte qu'aucune date définitive n'a encore été fixée pour son achèvement.

Cette annonce intervient dans un contexte international marqué par la hausse soutenue du prix de l'uranium, alimentée à la fois par les préoccupations liées à la sécurité de l'approvisionnement et par les nouveaux contrats conclus par les entreprises de services publics.

S&P réaffirme la note créditrice et la perspective de crédit, à BBB- (perspective stable) du Pérou.

L'agence de notation Standard & Poor's a confirmé la note créditrice souveraine de crédit à long terme en devises étrangères à

BBB-, avec une perspective stable. La perspective stable repose sur des prévisions de croissance économique d'environ 3 % par an au cours des deux prochaines années et sur une consolidation budgétaire progressive, malgré les pressions exercées sur les dépenses.

L'agence de notation estime que les prix des métaux exportés par le Pérou continueront d'appuyer la balance commerciale péruvienne et la croissance économique. Elle prévoit que les secteurs minier et agro-exportateur bénéficieront d'améliorations logistiques et de capacités après l'achèvement de la première phase du port de Chancay en novembre 2024. L'agence de notation a souligné que l'Etat réalisé une importante consolidation budgétaire, qui atteindrait probablement son objectif de déficit budgétaire de 2,2 % du PIB en 2025, contre 3,6 % en 2024. S&P indique que la dette publique nette continuera d'augmenter, mais se stabilisera à un niveau inférieur mais proche de 30 % du PIB.

Venezuela

En novembre, le Venezuela a produit 1,1 M de barils par jour.

La production de pétrole vénézuélienne a atteint 1,1 M de barils par jour (bpj) en novembre selon l'OPEP. La production est en hausse de +10 000 bpj par rapport à octobre. Cependant, les sources secondaires ont indiqué une production en baisse, à 934 000 bpj (-27 000 bpj par rapport au mois précédent).

Le pétrole de référence vénézuélien, Merey à 16 degrés API, a enregistré une baisse de -1,05\$ par baril en novembre par rapport à octobre, pour s'échanger à 47,5\$ par baril. La moyenne du prix sur douze mois glissants a été de 56,7\$ par baril (-16 % en g.a.)

Le gouvernement émet un décret d'urgence économique.

Les autorités ont émis un nouveau décret d'urgence économique le 8 décembre dernier. Ce décret ratifie la suspension de la garantie constitutionnelle de réserve légale en matières économique, financière et monétaire et laisse ouverte la possibilité à l'exécutif de prendre d'autres mesures sociales ou politiques qu'il jugerait opportunes « face à la situation mondiale ».

Pour mémoire, le premier décret d'urgence économique a été publié au Journal officiel le 14 janvier 2016. Depuis, 21 décrets d'urgence économique ont été publiés.

L'UE renouvelle ses sanctions contre le Venezuela.

Les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne (UE) ont prolongé les sanctions contre le Venezuela. Cette prolongation prendra fin le 10 janvier 2027 et vise 69 hauts fonctionnaires vénézuéliens, la plupart sanctionnés depuis 2018, ainsi qu'un embargo sur les exportations d'armes et les équipements destinés à la répression interne ou susceptibles d'être employés à un double usage.

Les États-Unis renforcent leur présence militaire pour intercepter les navires pétroliers contournant les sanctions.

Face au renforcement du contrôle par les États-Unis, plusieurs affréteurs, sanctionnés par l'OFAC ont annulé l'envoi de navires vers le Venezuela. Cette mesure de précaution fait suite à l'arraisonnement par l'armée des États-Unis d'un pétrolier sanctionné exportant du pétrole vénézuélien le 10 décembre dernier dans les eaux internationales.

Par ailleurs, 18 pétroliers sanctionnés se trouvant déjà dans les eaux vénézuéliennes se voient empêchés de sortir au risque d'être également arraisonnés à la suite des déclarations du président Trump.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md\$)	PIB/hab. à prix courants (M\$)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2024	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2025 p.
Bolivie	12,4	57,1	4,6	0,7	0,6	-3,3	93,7	108	+5	26,2
Colombie	53,1	438,1	8,2	1,6	2,5	-2,3	58,9	83	+2	4,4
Equateur	18,1	130,5	7,2	-2,0	3,2	4,9	53,7 (2024)	88	+1	3,6
Guyana	0,8	25,1	31,4	43,6	10,3	7,9	29	89	+6	4,3
Pérou	34,4	318,5	9,3	3,3	2,9	1,7	32,1	79	0	2,0
Suriname	0,7	4,5	6,8	3,0	2,7	-33,4	89,1	114	+2	10,6
Venezuela	26,7	82,8	3,1	5,3	0,5	4,2	164,3 (2024)	121	0	548,6
Argentine	47,6	683,4	14,4	-1,3	4,5	-1,2	78,8	47	0	28,0
Brésil	213,4	2 257,0	10,6	3,4	2,4	-2,5	91,4	84	+2	4,9
Chili	20,2	347,2	17,2	2,6	2,5	-2,5	42,7	45	0	3,7
Mexique	133,4	1 862,7	14,0	1,4	1,0	-0,2	58,9	81	+3	3,7

Source : FMI, WEO, octobre 2025

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Constance ANDRIEU, Diego MAGUINA, Jacques ROBIN, Victoria SEIGNEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)